

INFOVEILLES

Accord militaire Inde-France dans l'océan Indien : vers un partenariat stratégique renforcé ?



n° 49 /// 05 octobre 2018

Le 10 mars 2018, l'Inde et la France signaient un accord de coopération militaire prévoyant un accès réciproque à certaines de leurs bases navales autour de l'océan Indien¹. Il traduit une évolution de leur approche de la sécurité maritime régionale face à la montée en puissance de la Chine. Cette volonté commune d'approfondir le partenariat global franco-indien questionne les autres acteurs internationaux, dont les Etats-Unis et la Russie, sur sa portée réelle dans l'architecture géostratégique de la zone « Indo-Pacifique ».

FAITS

Coïncidant avec le 20^e anniversaire du **partenariat stratégique franco-indien** paraphé en 1998, le président Macron a signé le 10 mars 2018 à New Delhi cet accord² de coopération militaire. Il concerne principalement les escales autorisées et les exercices ou entraînements conjoints. La marine indienne pourra **bénéficier d'un soutien logistique et d'avitaillement** au sein des implantations militaires françaises de La Réunion, Mayotte et Djibouti³, potentiellement élargi à celles des Emirats et de l'océan Pacifique. Toutefois, il ne s'agit pas pour l'heure de droits d'amarrage de longue durée. Les deux Etats ont par ailleurs signé une « **Vision stratégique commune** » concernant leur coopération dans l'océan Indien et une « Vision commune » spatiale incluant le renseignement maritime. L'accord de confidentialité relatif à « l'échange et à la protection réciproque des informations classifiées ou protégées », succédant à celui de 2008 et limitant les risques de divulgation des clauses d'achats militaires, a aussi été finalisé. Le premier ministre indien Narendra Modi a célébré une « *golden step* » franchie avec la France, en particulier dans **la sécurité maritime et la liberté de navigation** dans le respect du droit international. Le

¹ Déclaration conjointe du Président de la République, Emmanuel Macron, et de Narendra Modi, Premier Ministre de la République d'Inde à New Delhi. *Elysée.fr*, 11 mars 2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7vVB>

² Il a en fait été signé 14 accords franco-indiens liés à la défense-sécurité, au domaine spatial, à l'éducation et à l'énergie (nucléaire et solaire).

³ L'Inde aura désormais accès aux bases navales françaises dans l'océan Indien. *Zone militaire*, 11 mars 2018. Consulté le 21/08/2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7w5M>

président Macron s'est félicité d'un renforcement des liens avec ce pays dont il veut faire un partenaire-clé dans une région qui ne peut être selon lui un « lieu d'hégémonie », les Indiens redoutant celle de la Chine⁴. La coopération industrielle civilo-militaire a aussi été mise en exergue au travers du programme « *Make in India* ». Il a été annoncé un contrat civil de 12 milliards d'euros avec Safran⁵ et confirmé la première livraison du chasseur français Rafale à l'*Indian Air Force* (IAF) en septembre 2019.

Au niveau des réactions internationales, Pékin considère les allusions à son sujet injustifiées, soulignant qu'elle défendait aussi la liberté de navigation⁶. Elle a rappelé à dessein qu'elle n'était pas en concurrence géopolitique avec une France élevée en 2004 au rang de « partenaire stratégique global » et avec laquelle elle a d'importants liens économiques. A l'inverse, **Washington et Tokyo**⁷ ont salué ce nouveau jalon posé en faveur de la sécurité maritime régionale et voient s'ébaucher un rôle indien central en ce domaine. **Moscou** s'interroge de son côté sur les conséquences de cet événement sur ses ventes d'armements à Delhi. Enfin, des experts regrettent qu'une fois de plus les pays de l'**Union européenne** (UE) agissent en ordre dispersé en Asie⁸.

CONTEXTE

La prise de conscience de l'importance du fait maritime s'est accentuée en Inde depuis l'arrivée au pouvoir du nationaliste hindou Narendra Modi en 2014. Dotée d'un littoral de 7 500 km et d'une Zone Economique Exclusive (ZEE) de 2,4 millions de km², ce pays considère l'océan l'entourant comme sa zone d'influence naturelle. Le dirigeant indien a dès 2015 énoncé son projet global *Security and Growth for All in the Region*

⁴ India-France strengthen 20-year-old partnership, sign key security deal with China in mind. *Hindustan Times*, 11 mars 2018. Consulté le 21/08/2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7wio>

⁵ Safran négocie aussi avec la *Defence Research and Development Organization* indienne la relance du projet de moteur d'avion militaire *Kaveri*.

⁶ Indian media read too much into Macron's visit. *Global Times*, 15 mars 2018. Disponible sur : <http://www.globaltimes.cn/content/1093564.shtml>

⁷ India, France to work for Indian Ocean freedom of navigation. *Asahi Shimbun*, 11 mars 2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7woK>

⁸ Macron's passage to India: a missed opportunity for Europe. *ECFR*, 16 mars 2018. Consulté le 21/08/2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7wq5>

(SAGAR)⁹ pour cet océan qu'il a nommé en 2016 « notre maison ». Narendra Modi développe des objectifs préexistants induisant notamment le **renforcement capacitaire de la flotte indienne**, la *Bhāratīya Nau Senā*, 7^e mondiale en tonnage. Elle fut longtemps le parent pauvre des armées indiennes en raison d'une stratégie à dominante continentale due aux litiges frontaliers avec la Chine et le Pakistan, toujours d'actualité lors de la crise du Doklam¹⁰ à l'été 2017. Aujourd'hui encore, bien qu'en progrès, elle représente 15 % du budget de défense indien contre 55 % pour l'armée de terre, les marines américaine et chinoise se situant aux alentours de 30 %. Bien qu'en forte croissance, + 7 % du PIB/an et devenant en 2018 la 5^e puissance économique mondiale devant la France, Delhi ne devrait consacrer qu'1,6 % de son PIB à la défense en 2018-2019, soit 46 milliards de dollars. Ce qui ne suffit pas pour des avancées rapides en ce domaine.

L'*Indian Maritime Security Strategy*¹¹ publiée en octobre 2015, une des pierres angulaires de sa politique étrangère basée sur l'«*Act East Policy*» et l'amorce d'un « regard vers l'Ouest », élargit pourtant sa vision globale à la région Indo-Pacifique¹². Elle amplifie sa mission d'assurer la sécurité des voies maritimes, en particulier dans l'océan Indien, zone d'intérêt prioritaire étendue au sud-ouest de ce dernier et à la mer Rouge où elle prétend au rôle de « *net security provider*¹³ ». Certes, l'*Indian Navy* dispose depuis 2014 d'un porte-avions opérationnel, l'INS *Vikramaditya*, ex-*Gorshkov* russe équipé de chasseurs MiG-29K, et un deuxième est en cours de construction¹⁴. Mais cela n'empêche pas l'aéronavale indienne d'être désormais dépassée par celle de la Chine. Delhi tente par ailleurs de renforcer ses capacités anti sous-marines et celles militaro-industrielles de ses ports, tel Karwar sur sa côte ouest. Si ses sous-marins nucléaires de types SNA et SNLE progressent¹⁵, ce n'est pas le cas dans le domaine conventionnel. De plus, l'entraînement et la sécurité des équipages restent perfectibles même si des opérations d'évacuation comme *Raahat* au Yémen en 2015 ont pu être accomplies. Quant à l'industrie de défense indienne, malgré le « *Make in India* », elle n'évite pas au pays de demeurer le **1^{er} importateur mondial d'armements**¹⁶ en 2013-2017, achetés à 62 % à la Russie. La stratégie maritime indienne intègre aussi un volet coopératif de défense passant par un renforcement capacitaire des voisins insulaires, tels le Sri Lanka et les Maldives. Ce « **capacity building** » s'accompagne de l'installation de stations radars de surveillance comme au nord de Madagascar, à Maurice, aux Seychelles ou au nord-est d'Oman (*Signals Intelligence* près de Ras al Hadd). Ces actions

s'inscrivent dans la « **course aux bases**¹⁷ » dans l'océan Indien à laquelle se livre Delhi avec Pékin. L'Inde a ainsi dépensé 2 milliards de dollars afin d'installer une force interarmes dans ses îles Andaman et Nicobar, à 1 200 km à l'est de ses côtes. Elle a signé pour la construction de bases aux îles Agalega à Maurice et Assomption aux Seychelles (non-ratifiée à ce jour). Elle a aussi passé des accords de défense à géométrie variable, obtenant des droits d'amarrage militaires à Maputo au Mozambique ou en février 2018 au port omanais de Duqm. Delhi a de plus conforté son accès naval singapourien de Changi depuis novembre 2017 et a conclu avec les USA en 2016 ou l'Indonésie en mai 2018 des accords proches de celui avec la France. Narendra Modi cherche par ailleurs à améliorer ses relations avec ses voisins (« *Neighborhood first*¹⁸ ») et contribue aux forums multilatéraux tel l'*Indian Ocean Naval Symposium (IONS)*. Il participe aux exercices militaires navals régionaux incluant entre autres l'Indonésie, Oman et le Kenya (*MILAN*), la Russie (*Indra*) et surtout les Etats-Unis (*RIMPAC, Malabar*).

La volonté affichée par Paris de « tenir son rang » en Asie dans sa Revue stratégique¹⁹ d'octobre 2017 et de préserver la liberté de navigation maritime s'accorde avec cette stratégie indienne. Après le *Brexit* prévu en 2019, la France sera **le seul pays de l'UE présent militairement en permanence dans les océans Indien et Pacifique et membre de l'IONS**. Elle compte une ZEE de 9 millions de km² en Indo-Pacifique, dont 2,8 millions km² en océan Indien, et 1,7 million de ressortissants. Appuyées sur des bases militaires de souveraineté (dont La Réunion et Mayotte) et de présence (Djibouti, Abu Dhabi) qui accueillent **7 000 militaires permanents, dont 4 100 en océan Indien**²⁰, elle dispose d'une réelle assise régionale bien qu'elle ne soit pas à surestimer²¹. Les marines indienne et française s'associent déjà dans l'océan Indien contre la piraterie et le terrorisme. Elles réalisent depuis 2001 des exercices conjoints *Varuna*²² alternativement dans les deux pays. En outre, la coopération industrielle franco-indienne s'est surtout développée après 1998 et a connu une accélération avec la vente en 2005 de 6 sous-marins Scorpène et en septembre 2016 de 36 chasseurs Rafale, respectivement pour 3 et 8 milliards d'euros. Cependant, bien que **Paris soit devenue le 3^e exportateur mondial d'armes en 2013-2017**, Delhi n'est sur cette période que son 3^e client.

La progression chinoise dans l'océan Indien, débutée en 2008 afin de lutter contre la piraterie, est en partie dictée par la logique des nouvelles « Routes de la soie » commerciales promues par Xi Jinping à partir de 2013 (« *Belt and Road Initiative* », BRI). Le long de son volet maritime, **Pékin a multiplié autour de l'océan Indien les installations portuaires**

⁹ Indian Ocean region: A pivot for India's growth. *Brookings*, 12 septembre 2016. Consulté le 22/08/2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7x2N>

¹⁰ Le plateau du Doklam est une zone himalayenne stratégique contestée entre la Chine et le Bhoutan allié à l'Inde. Cette dernière est intervenue militairement durant l'été 2017 afin de stopper la construction d'une route chinoise sur place.

¹¹ Ensuring Secure Seas: Indian Maritime Security Strategy. *Indian Navy*, octobre 2015. Consulté le 22/08/2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7wdI>

¹² Terme biogéographique devenu géopolitique avec l'article de Rory Medcalf : *Indo-Pacific: What in a name ?* *Lowy Institute*, 16 août 2012.

¹³ SAINT-MEZARD, Isabelle. *La marine indienne, évolutions capacitaires et nouvelles missions*. RDN, été 2018, p. 117-121.

¹⁴ L'*Indigenous Aircraft Carrier (IAC1) Vikrant* devrait être livré en 2020 et opérationnel vers 2023. Un 3^{ème} d'ici 2030, le *Vishal (IAC2)*, est envisagé.

¹⁵ Le SNLE *Arihant* est en service depuis août 2016 et l'*Arighat* débute ses essais courant 2018. 1 SNA *Chakra* (ex-*Akula II* russe), 6 visés par l'Inde d'ici 2030.

¹⁶ Trends in international arms transfers, *Stockholm International Peace Research Institute*, mars 2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7vaT>

¹⁷ The Indian Ocean Base Race Continues Apace. *Offiziere.ch*, 21 juin 2018. Consulté le 22/08/2018. Disponible sur : <https://offiziere.ch/?p=33839>

¹⁸ Indian Foreign Policy 2018 Reclaiming the Neighbourhood. *South Asia Analysis Group*, 14 mai 2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7xmM>

¹⁹ Revue stratégique de défense et de sécurité nationale 2017. *Ministère des Armées*, octobre 2017, p. 26-27 et 42-44. Disponible sur : <http://urlz.fr/7xpT>

²⁰ Dans l'océan Indien, ils sont répartis entre les forces armées de la zone sud de l'océan Indien (FAZSOI) avec La Réunion et Mayotte, sinon commandés par l'Amiral zone maritime océan Indien « ALINDIEN », incluant les Emirats.

²¹ France and India: a réunion in the Indian Ocean? *IJSS*, 2 mars 2018. Consulté le 24/08/2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7xq8>

²² *Varuna* est le dieu hindou de l'océan. Il existe aussi des exercices Air (*Garuda* depuis 2003, en France en 2019) et Terre (*Shakti* depuis 2011).

souvent duales sécurisées par le *Guoanbu*²³, en particulier à Hambatota au Sri Lanka ou Gwadar au Pakistan, et les incursions de ses SNA. La Chine se rapproche également des Maldives ou de la Tanzanie au port de Bagamoyo. L'ouverture de la 1^{ère} **base militaire permanente outre-mer de la République Populaire de Chine (RPC) à Djibouti** en août 2017, et d'une éventuelle 2^e à Jiwani près de Gwadar, a accru la méfiance franco-indienne envers ce « collier de perles » civilo-militaire, nié par Pékin, bordant leurs territoires. Au travers du « rêve de grande renaissance de la nation chinoise », la Chine veut être un pays maritime « fort ». Si les « trois lignes d'îles » des mers de Chine restent prioritaires dans sa stratégie de « défense active », le 9^e Livre Blanc de la Défense de mai 2015 encourage l'accroissement de ses capacités de projection océanique mondiale. Cette politique s'appuie sur le 2^e PIB mondial et un budget militaire respectivement 5 et 4 fois supérieur à ceux de l'Inde. Elle se traduit par une **flotte en pleine expansion, la 1^{ère} d'Asie et la 2^e mondiale en tonnage**, même si l'aspect qualitatif doit continuer à s'améliorer²⁴. Elle aura deux porte-avions en service en 2019 et en viserait quatre ou cinq d'ici 2030. L'amiral Prazuck indiquait au Sénat en avril 2018 que la Chine « construit en quatre ans l'équivalent de la Marine française²⁵ ».

Le Quadrilateral Security Dialogue (QUAD) entre les Etats-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde a été relancé par l'activisme chinois en mer de Chine et dans l'océan Indien. « Mort-né » en 2007, il renaît à partir de novembre 2017 en amont du sommet de l'ASEAN à Manille. La stratégie Indo-Pacifique du président Trump, inscrite dans l'« *US National Security Strategy*²⁶ » de décembre 2017, considère cette région comme prioritaire face au rival chinois. Le rapprochement de Delhi avec Washington depuis 2004 s'est accentué avec la « Vision stratégique conjointe pour l'Asie-Pacifique et l'océan Indien » en 2015 ainsi que la signature en 2016 du *Logistics Exchange Memorandum of Agreement (LEMOA)*²⁷ et l'obtention du statut de « *major defense partner* ». L'accord complémentaire COMCASA a été signé le 6 septembre 2018, le BECA²⁸ étant la prochaine étape. Il est prévu des accès indiens aux armements et renseignements sensibles des USA ainsi qu'à **Diego Garcia**²⁹, leur plus grande base navale dans l'océan Indien. De plus, l'Australie et l'Inde ont renforcé leur partenariat stratégique en 2015. Celui « spécial » avec le Japon bénéficie de la compatibilité de la *Confluence of the Two Seas vision* japonaise avec le « diamant de sécurité » indien. Des exercices militaires communs ont déjà eu lieu en mer de Chine orientale.

L'Inde veut réaffirmer sa prééminence dans l'océan Indien afin d'éviter un avenir « amoindri³⁰ » face au « cauchemar » des Routes de la soie perçues comme un encerclement stratégique, militaire et économique chinois graduel³¹. Le gouvernement Modi est déterminé à contrecarrer l'« intrusion » de Pékin dans sa sphère d'influence proche, gage de son **autonomie stratégique**, tout en bénéficiant de la croissance chinoise. Les accords passés ambitionnent un maillage sécuritaire favorable à Delhi dans l'océan Indien³² assurant la surveillance de sa ZEE et d'artères où transitent 90 % de ses échanges en volume. L'insistance sur la liberté de navigation, le déploiement permanent *in situ* de 12 à 15 navires de l'*Indian Navy* et le renforcement de ses flottes de porte-avions ou de SNLE³³ en découlent. Les objectifs sont de prestige et surtout de conserver une supériorité crédible sur la marine chinoise dans l'océan Indien, à défaut de pouvoir la rattraper globalement. Néanmoins, l'Inde a besoin de **partenariats afin de compenser ses contraintes stratégiques et combler le fossé capacitaire**³⁴ avec Pékin. Delhi veut améliorer ses capacités de projection avec davantage de facilités navales et d'exercices conjoints qui favorisent aussi l'interopérabilité. L'intérêt des grandes puissances envers elle lui permet par ailleurs d'obtenir des technologies militaires de pointe censées l'aider à progresser vers un « *Made by India* ».

Si le terrorisme et la piraterie comptent, il s'agit d'abord pour l'Inde d'**envoyer un signal de fermeté à la Chine sans la provoquer**. Depuis la rencontre de Wuhan³⁵ en avril 2018, Narendra Modi espère ainsi qu'une stabilisation des relations avec Pékin, son 2^e partenaire commercial, et l'accord avec la France seront portés à son crédit aux élections de 2019. **L'arc de bases françaises à l'ouest de l'océan Indien présente en effet pour l'Inde des avantages potentiels conséquents**. Djibouti est dans le détroit de Bab-el-Mandeb au carrefour des voies maritimes vers l'Europe et l'Afrique et peut être une escale pour les opérations anti-piraterie. Abu Dhabi est située au sein du Golfe Persique, d'où proviennent par Ormuz 70 % des importations de pétrole de l'Inde, et à proximité d'Oman, son 1^{er} fournisseur de gaz. Tout cela explique le « regard vers l'ouest » indien, miroir de son « *Act East* ». Les bases d'Assomption ou d'Agalega étant loin d'être opérationnelles, celle de La Réunion compléterait ses stations à Maurice et aux Seychelles face aux installations chinoises. En outre, le port américain en eaux profondes de Diego Garcia est situé stratégiquement au centre de l'océan Indien. A l'est, le renforcement militaire des îles Andaman-Nicobar, l'accès à Singapour et d'ici 2020 aux ports indonésiens dont Sabang³⁶ consolident les positions indiennes autour du détroit de Malacca,

²³ Le patron du Guoanbu, Chen Wenqing, protecteur de la nouvelle route de la soie. *Intelligence Online*, n° 801, 28 février 2018.

²⁴ China Naval Modernization. *Congressional Research Service*, 1^{er} août 2018. Consulté le 27/08/2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/58ID>

²⁵ Audition de l'Amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine. *Sénat.fr*, 11 avril 2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7xOk>

²⁶ National Security Strategy of the United States of America. *Whitehouse.gov*, 18 décembre 2017. Consulté le 27/08/2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/6O4L>

²⁷ Les trois accords fondateurs de défense entre l'Inde et les Etats-Unis. *Lettre confidentielle Asie21*, n° 119, juillet-août 2018, p. 30-31.

²⁸ « *Communications Compatibility and Security Agreement* » et « *Basic Exchange and Cooperation Agreement for Geo-spatial Cooperation* ».

²⁹ L'île de Diego Garcia est louée par les Etats-Unis au Royaume-Uni depuis 1966, bail renouvelé en 2016 au moins jusqu'en 2036.

³⁰ India's future is sea-facing. *Gateway House*, 7 avril 2016. Consulté le 28/08/2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7y86>

³¹ Les nouvelles routes de la soie, rêve chinois, cauchemar indien. *Diplomatie*, n°90, janvier-février 2018, p. 58-61.

³² China's Maritime Quest in the Indian Ocean: New Delhi's Options. *The Diplomat*, 24 avril 2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7yypg>

³³ KAMPANI, Gaurav. India's Nuclear Trajectory: New Directions Amid Enduring Myths. *Oxford Handbook of India's National Security*, 2018.

³⁴ HENROTIN, Joseph. Transition capacitaire difficile pour la marine indienne. *DSI*, n° 135, mai-juin 2018, p. 46-51.

³⁵ Inde-Chine, réchauffement en avril, et alors ? *Lettre confidentielle Asie21*, n°117, mai 2018, p. 23-24.

³⁶ India-Indonesia and Sabang Port: A Game Changer? *IPCS*, 21 juin 2018. Consulté le 29/08/2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7ybC>

interface vers l'océan Indien et pour des contre-déploiements en mer de Chine. De surcroît, ses activités de « *capacity building* » et de « *net security provider* » visent à maintenir son influence sur ses voisins³⁷. La protection de la diaspora indienne, vecteur de *soft power* régional, est un autre objectif. Le SAGAR, l'IONS ou l'*Asia-Africa Growth Corridor* avec le Japon participent de cette tentative indienne d'apparaître en « **puissance bienveillante** » alternative à la BRI et contrant le « collier de perles », en dépit de moyens inégaux.

Les pays du QUAD ont des différences d'approches de leur dialogue quadrilatéral. Il s'agit surtout pour ces quatre démocraties de **faire pression** sur Pékin en faveur du respect de la CNUDM³⁸, qu'elle a ratifiée mais interprète à sa manière, afin de permettre un « *free and open Indo-Pacific* » face à une BRI sino-centrée. Bien que l'*US Navy* conserve sa supériorité et se renforce à Duqm, l'annonce par Washington début août 2018 d'un fonds consolidant la coopération sécuritaire en Indo-Pacifique confirme sa préoccupation devant l'ascension chinoise régionale. Les *USA* voient une **opportunité stratégique**³⁹ à faire de l'Inde un contrepoids sur le flanc ouest de la RPC, usant de sa crainte d'être la « grande perdante⁴⁰ » du rapprochement sino-russe. Lié à cela, les Etats-Unis s'efforcent d'accroître leurs exportations d'armes vers Delhi⁴¹, dont ils sont le 2^e fournisseur, en se servant aussi des LEMOA et COMCASA. Les garanties obtenues lors de ces négociations attestent toutefois de la **volonté indienne de préserver sa souveraineté**. Tout comme l'achat prévu en octobre 2018 de systèmes de défense anti-aériens russes *S-400* (déjà vendus à la Chine) ou ses achats de pétrole iranien malgré le risque de sanctions américaines à partir du 4 novembre 2018⁴². En refusant une alliance militaire *stricto sensu* avec les *USA* ou l'accès australien à l'exercice *Malabar*, Delhi signifie son non-engagement officiel dans un « front » anti-chinois.

La projection « hybride⁴³ » de puissance de la Chine déstabilise un équilibre régional qu'elle perçoit « américain ». Cette **vision obsidionale** s'est trouvée confortée par son exclusion du *RIMPAC* 2018 et la résurgence du QUAD. Pékin souligne en outre que Washington n'a pas signé la CNUDM. Comme l'Inde, la RPC est dépendante d'un pétrole dont elle est le 1^{er} importateur mondial et qui lui arrive à 80 % via l'océan Indien et le détroit de Malacca⁴⁴ contrôlé par la 7^e flotte *US*. Pékin veut **sécuriser ses *Sea Lines of Communication***, vitales pour son approvisionnement et ses exportations soutenant sa stabilité intérieure. Pour ce faire, elle pratique dans le cadre de la BRI la **diplomatie asymétrique du « piège de la dette »**⁴⁵ par des prêts conditionnés aux Etats

riverains les endettant massivement. Elle peut en contrepartie développer de façon interdépendante autour de l'océan Indien son influence politico-économique, ses ventes d'armes⁴⁶ ou son réseau du « collier de perles », appui *de facto* de l'intensification de ses déploiements militaires. La RPC a ainsi pris le contrôle du port d'Hambato fin 2017 pour 99 ans en effaçant 1 milliard de dollars de dettes du Sri-Lanka. Si elle n'exclut pas des coopérations, Pékin cherche à **contourner et entraver l'émergence stratégique de son rival indien** en l'entourant d'« Etats-clients ». Le *China-Pakistan Economic Corridor* vers Gwadar à l'ouest ou les accords à l'est avec le Myanmar l'illustrent. Tout comme ceux au sud dans l'« arrière-cour » de Delhi avec les Maldives dont Pékin détient 80 % de la dette et où une crise sino-indienne a eu lieu début 2018⁴⁷. Mais l'échec du candidat sortant pro-chinois à la présidentielle du 23 septembre 2018 pourrait ici rééquilibrer la situation. Cette politique suscite en Asie les critiques montantes d'un « **néo-colonialisme** » qui ternit l'image internationale de la Chine.

La France cherche à renforcer sa place en Inde et dans l'océan Indien où transitent 75 % des exportations européennes. Dépourvue d'implantations propres à l'est de celui-ci, un accès aux bases navales indiennes simplifierait la **défense par Paris de sa souveraineté régionale et des ressources de sa ZEE**⁴⁸, la 2^e mondiale dont 85 % du canal du Mozambique au Pacifique, ainsi que ses déploiements jusqu'en mer de Chine⁴⁹. Ces derniers participent aussi au respect de la CNUDM et sont un outil d'affirmation mondiale des capacités maritime et technologique françaises. La valeur de la coopération opérationnelle française s'est d'ailleurs accrue pour Delhi depuis 2015 avec la participation du porte-avions Charles de Gaulle au *Varuna*. Paris apparaît à l'Inde tel **un partenaire stratégique-technologique fiable et autonome** qui réduirait sa dépendance envers la Russie sans tomber dans celle des *USA*. Le président Macron utilise l'accord évolutif signé afin d'approfondir la relation de confiance franco-indienne, étape *sine qua non* pour **l'obtention de contrats structurants** qu'il définit comme les piliers de ce partenariat sur le modèle des 12 *Shortfin Barracuda* vendus à l'Australie en 2016. Si elle n'est pas encore une « nouvelle Russie⁵⁰ », la France se positionne notamment sur de nouvelles ventes d'artillerie, de Scorpène ou de 57 Rafale pour l'*Indian Navy* et 36 pour l'IAF. Cela participerait à diversifier ses acheteurs et pérenniser sa BITD en accord avec la LPM 2019-2025, à condition de maîtriser les transferts de technologies et les *offsets*. Au-delà, Paris vise à supplanter Londres comme passerelle d'accès indienne à l'UE ainsi qu'à créer un axe avec Delhi et Canberra, visitées par le dirigeant français en 2018, pour freiner les ambitions de Pékin mais sans la « défier ». En vue d'**éviter un déclassement stratégique en Asie**⁵¹, la question se pose néanmoins de l'adéquation sur place entre les capacités et les aspirations françaises afin de réussir une telle politique.

³⁷ Entre autres, dons de patrouilleurs au Sri Lanka, 100 millions \$ alloués à la défense mauricienne et 600 millions \$ annoncés en 2018 pour les Seychelles.

³⁸ Convention des Nations unies sur le Droit de la Mer, signée à Montego Bay en 1982 (ou UNCLOS, *United Nations Convention on the Law of the Sea*).

³⁹ The Great Game in the Indian Ocean: Strategic Partnership Opportunities for the U.S. *CIMSEC*, 29 mai 2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7Ceh>

⁴⁰ Russie-Chine-Inde : un vieux triangle dans un nouvel ordre mondial ? *IFRI*, avril 2017. Consulté le 04/09/2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7xYA>

⁴¹ Le 30 juillet 2018, les *USA* ont annoncé que l'Inde passera au niveau d'autorisation d'achats Tier 1, comparable à celui des alliés de l'OTAN.

⁴² Keeping India-US Defence Ties on Even Keel despite CAATSA. *Institute for Defence Studies and Analyses*, juin 2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7Cez>

⁴³ The Indo-Pacific, a passage to Europe? *EU Institute for Security Studies*, mars 2018. Consulté le 04/09/2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7Cfx>

⁴⁴ GUELDRY, Michel. Chine : l'énergie, un enjeu stratégique. *Politique étrangère*, n° 2018/2, été 2018, p. 175-186.

⁴⁵ Examining the Debt Implications of the Belt and Road Initiative from a Policy Perspective. *CGD*, mars 2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7Cuu>

⁴⁶ 70 % des importations d'armes du Pakistan, du Bangladesh ou du Myanmar (Birmanie) sont d'origine chinoise, par exemple.

⁴⁷ The China-India Nautical Games in the Indian Ocean. *Macdonald-Laurier Institute*, 15 mars 2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7CAW>

⁴⁸ Entre autres, ressources halieutiques, potentiels hydrocarbures à Juan de Nova dans le canal du Mozambique ou nickel calédonien.

⁴⁹ France challenges Beijing in South China Sea. *APDF*, 26 juin 2018.

⁵⁰ RAJA MOHAN, Chilamkuri. *France: India's New Russia?* *Carnegie India*, 9 mars 2018. Consulté le 05/09/2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7BQH>

⁵¹ BONDAZ, Antoine. *Le déclassement stratégique français et européen en Asie-Pacifique*. *IHEDN*, 2014.

Rivalités stratégiques dans l'océan Indien



- Voies maritimes internationales**
 - Voies principales
 - - - Voies secondaires
- France**
 - ★ Bases navales, points d'appui
 - ▨ Zone économique exclusive
- Inde**
 - ★ Bases navales
 - Facilités navales, stations diverses
 - Facilités navales en projet
 - ▨ Zone économique exclusive
- Chine**
 - ★ Bases navales
 - Facilités navales, stations diverses
 - Facilités navales en projet
 - Allié stratégique
 - ▨ Corridor économique sino-pakistanaï (CPEC)
- États-Unis**
 - ★ Bases navales
 - Facilités navales